**République française**

**Commune de Montbizot**

Séance du 15 novembre 2022

**L’An deux mil vingt-deux, le quinze novembre à vingt heures trente**

**Le Conseil Municipal, dûment convoqué, s’est réuni en séance ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Mme Brigitte GAIGNARD, seconde adjointe puis de M. Alain BESNIER, Maire.**

**Étaient présents :** M. Alain BESNIER (arrivé à 21h28), Mme Brigitte GAIGNARD, M. Daniel ALAIN, Mme Stéphanie GUYON, M. Eric VÉRITÉ, Mme Pascale LERAY, M. Dominique ANDRÉ, M. Eugène BESNARD, M. Laurent BOBOUL, Mme Caroline ÉVRARD, Mme Aurélie JAMIN, Mme Alice JEANNE, M. José SAMPAIO-COELHO,

**Absents excusés** : M. Laurent CAURET (procuration donnée B. GAIGNARD), Mme Stéphanie CANTIN, (procuration donnée A JAMIN), Mme Cécile GRUDÉ, M. Richard MAREAU (procuration donnée L BOBOUL), Mme Béatrice OLIVIER (procuration donnée S GUYON), M. Yohann PIERRE (procuration donnée D ANDRÉ),

**Secrétaire de séance :** Mme Aurélie JAMIN

Convocation : 09/11/2022

Date affichage : 22/11/2022

En l’absence de Monsieur le Maire et du premier adjoint, Madame GAIGNARD ouvre et préside la séance.

1. **Approbation du compte rendu du 13 octobre 2022**

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l’unanimité

**APPROUVE** le compte-rendu du 13 octobre 2022

1. **Décisions du Maire :**

Le Maire informe le conseil municipal des décisions prises depuis le dernier conseil municipal :

* Décision n°005-2022 du 15/10/2022 : RENONCIATION A L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION AC-0169- DIA07220522Z0032 RECUE EN MAIRIE LE 14/10/2022

1. **Délibération N° DEL-22-058** **Réévaluation des Bases Foncières**

Suite à la communication des bases 2022, l’entreprise Ecofinance, a établi un nouveau diagnostic.

Enjeux financiers potentiels :

* Logements insalubres 19 309 €/an
* Eléments de confort 3 769 €/an
* Piscines non déclarées 2 413 €/an
* Logements vacants 182 €/an

**TOTAL 25 773 €/an** (estimations bases 2018, 31 850 €/an)

Coût : Logiciel Cmagic 1 900.00 € HT/an

Accompagnement 3 600.00 € HT

**TOTAL 6 600.00 € TTC voir 8 880,00 € TTC si 2 ans de logiciel**

Le Maire propose le recours à Ecofinance

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré, ***décide (16 pour, 1 abstention)*** *de reporté sa décision*en attendant de connaitre des communes référentes.

1. **Délibération N° DEL-22-059 DETR 2023**

Le Maire informe le conseil municipal que les informations pour les dossiers DETR 2023 sont à envoyer à la préfecture avant le 15 décembre 2022 sur "démarches simplifiées" Dans le cadre de la Dotation d’Equipement des Territoires Ruraux et / ou Dotation de Soutien à l’Investissement Public Local, pour l’année 2022 les projets étaient :

1 – Extension et réhabilitation de l’Atelier Communal

2 – Réhabilitation des logements école

3 – Remplacement Chaudière Ancienne Ecole des Filles

Le projet susceptible d’être éligible est :

L’Eclairage public (passage en LED)

Après délibération, le conseil municipal adopte à l’unanimité le projet précité, décide de solliciter le concours de l’Etat et arrête les modalités de financement suivantes :

|  |  |
| --- | --- |
| **Origine des financements** | **Montant** |
| Maître d’ouvrage | 39 375.20 € |
| DETR et /ou DSIL (60 %) | 59 062.80 € |
| TOTAL | 1. **438.00€** |

Arrivée de Monsieur le Maire

1. **Délibération N° DEL-22-060 Temps de travail**

Suite au courrier recommandé de la préfecture concernant la durée légale du temps de travail des agents du 13 septembre et délibération du 11 juillet, Monsieur le Maire propose :

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 modifié relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 modifié pris pour l’application de l’article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l’aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Considérant que la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit la suppression des régimes dérogatoires aux 35 heures maintenus dans certains établissements et collectivités territoriaux et un retour obligatoire aux 1607 heures ;

Considérant qu’un délai d’un an à compter du renouvellement des assemblées délibérantes a été imparti aux collectivités et établissements pour définir, dans le respect des dispositions légales, les règles applicables aux agents ;

Considérant que la définition, la durée et l’aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l’organe délibérant, après avis du comité technique ;

Considérant que le décompte du temps de travail effectif s’effectue sur l’année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d’être accomplies ;

Considérant l'avis du comité technique en date du 28 juin 2022 ;

**Considérant ce qui suit :**

**Rappel du contexte**

Depuis la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale, la durée hebdomadaire de temps de travail est fixée à 35 heures par semaine, et la durée annuelle est de 1607 heures.

Cependant, les collectivités territoriales bénéficiaient, en application de l’article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, de la possibilité de maintenir les régimes de travail mis en place antérieurement à l’entrée en vigueur de la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001.

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a remis en cause cette possibilité. En effet, l’article 47 de ladite loi pose le principe de la suppression des régimes de temps de travail plus favorables, et l’obligation, à compter du 1er janvier 2022, de respecter la règle des 1607h annuels de travail.

En ce sens, en 2017, la circulaire NOR : RDFF1710891C du 31 mars 2017 relative à l’application des règles en matière de temps de travail dans les trois versants de la fonction publique rappelait qu’il est « de la responsabilité des employeurs publics de veiller au respect des obligations annuelles de travail de leurs agents ».

Ainsi, tous les jours de repos octroyés en dehors du cadre légal et réglementaire qui diminuent la durée légale de temps de travail en deçà des 1607h doivent être supprimés.

**Rappel du cadre légal et réglementaire**

Conformément à l’article 1er du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001, « les règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail applicables aux agents des collectivités territoriales et des établissements publics en relevant sont déterminées dans les conditions prévues par le décret du 25 août 2000 » relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat, par délibération après avis du comité technique.

**Le Maire propose au conseil municipal :**

**Article 1 : Durée annuelle du temps de travail**

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

|  |  |
| --- | --- |
| **Nombre total de jours sur l’année** | 365 |
| **Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines** | -104 |
| **Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail** | -25 |
| **Jours fériés (moyenne annuelle)** | -8 |
| **Nombre de jours travaillés** | = 228 |
| **Nombre de jours travaillées = 228 jours x 7 heures**  **Ou**  **Nombre de jours travaillées = 228 jours / 5 jours x 35h** | 1596 h  arrondi à 1600 h |
| **+ Journée de solidarité** | + 7 h |
| **Total en heures :** | 1 607 heures |

**Article 2 : Garanties minimales**

L'organisation du travail doit respecter les garanties minimales ci-après définies :

|  |  |
| --- | --- |
| **Durée hebdomadaire maximum** | 48 heures  44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives |
| **Durée quotidienne maximum** | 10 heures |
| **Amplitude quotidienne maximum** | 12 heures |
| **Repos hebdomadaire minimum** | 35 heures comprenant en principe le dimanche |
| **Repos quotidien minimum** | 11 heures |
| **Pause** | 20 minutes par période de 6 heures de travail effectif |
| **Travail de nuit** | Période comprise entre 22 heures et 5 heures ou une autre période de 7 heures consécutives comprises entre 22 heures et 7 heures |

**Article 3 : Cycles de travail**

Il est possible de prévoir un ou plusieurs cycles de travail, afin de tenir compte des contraintes propres à chaque service, et de rendre ainsi un meilleur service à l’usager.

Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse 35 heures, c’est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1607 heures, des jours d’aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Le nombre de jours de repos prévus au titre de la réduction du temps de travail est calculé en proportion du travail effectif accompli dans le cycle de travail et avant prise en compte de ces jours. A cette fin, la circulaire n° NOR MFPF1202031C relative aux modalités de mise en œuvre de l’article 115 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011 précise que le nombre de jours ARTT attribués annuellement est de :

* 3 jours ouvrés par an pour 35h30 hebdomadaires ;
* 6 jours ouvrés par an pour 36 heures hebdomadaires ;
* 9 jours ouvrés par an pour 36h30 hebdomadaires ;
* 12 jours ouvrés par an pour 37 heures hebdomadaires ;
* 15 jours ouvrés par an pour 37h30 hebdomadaires ;
* 18 jours ouvrés par an pour 38 heures hebdomadaires ;
* 20 jours ouvrés par an pour un travail effectif compris entre 38h20 et 39 heures hebdomadaires ;
* 23 jours ouvrés par an pour 39 heures hebdomadaires.

Les agents à temps non complet ne peuvent bénéficier de jours ARTT.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail. Pour faciliter la gestion des jours d’absence, le nombre de jours de RTT est arrondi à la demi-journée supérieure.

L’Agent au forfait appartenant à un corps ou affecté sur un emploi dont les missions impliquent une durée de travail supérieur à 1607 heures par an (cadre chargé soit de fonctions d'encadrement, soit de fonctions de conception lorsqu'ils bénéficient d'une large autonomie dans l'organisation de leur travail ou sont soumis à de fréquents déplacements de longue durée), bénéficie d’un nombre forfaitaire de jours de RTT. Ce nombre est en général fixé à 18 ou 20 jours selon l’arrêté ministériel qui fixe les conditions dans les conditions dans lesquelles s’effectue la réduction du temps de travail.

Les jours de RTT accordés au titre d'une année civile : du 1er janvier au 31 décembre constituent un crédit ouvert au début de l'année civile considérée.

L'acquisition de jours de RTT est liée à la réalisation effective de durées de travail supérieures à 35 heures par semaine ou 1 607 heures par an. L'agent en congé de maladie ordinaire, congés de longue maladie, congés de longue durée, congés de grave maladie, congés pour invalidité temporaire imputable au service, congé pour maladie non rémunéré de l’agent contractuel, congé de maternité et de paternité, les autorisations d’absences, hors celle accordées dans le cadre du droit syndical et les autorisations d’absence pour lesquelles les textes prévoient qu’elles sont assimilées à du temps de travail n'est pas considéré comme ayant accompli les heures de travail correspondant à son cycle de travail. Ces absences [réduisent donc le nombre de jours de RTT](https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F13712) proportionnellement à leur durée.

**Article 4 : Annualisation du temps de travail**

1. Définition

L’annualisation est une méthode de calcul du temps de travail qui consiste à répartir le temps de travail de l’agent lorsque la collectivité à des besoins et de le libérer lors des périodes creuses, permettant de maintenir une rémunération identique à l’agent tout au long de l’année, y compris pendant des périodes d’inactivité ou de faible activité.

Le calcul de l’annualisation est réalisé sur l’année civile. Il convient de faire la distinction avec le planning qui lui peut être réalisé sur l’année scolaire.

Attention : toute modification du planning en cours d’année peut entraîner des répercussions sur le temps de travail effectué. Il convient d’assurer un suivi des heures tout au long de l’année.

Le temps de travail étant annualisé, il est important de déterminer lorsque l’agent n’est pas en activité, s’il s’agit de congés payés ou de temps de récupération afin de pouvoir reporter (ou non) les congés en cas de maladie. A cet effet, il est recommandé de fixer des dates de congés annuels.

1. Méthode de calcul

Le principe est de raisonner par rapport à un agent à temps complet pour ensuite proratiser selon le volume horaire annuel de l’agent suivant le rythme scolaire.

Un agent à temps complet est rémunéré sur la base de : 35 heures x 52 semaines = 1820 heures. Le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 a fixé la durée annuelle de travail effectif à 1600 heures + 7 heures pour la journée de solidarité.

La différence entre 1820 h et 1600 h constitue donc la masse des congés payés et des jours fériés.

Cette méthode de calcul permet de déterminer le temps de travail effectif annualisé. L’agent aura en outre droit à cinq semaines de congés annuels ainsi qu’aux jours fériés.

Ce temps de travail effectif annuel comprend les heures effectuées pendant les semaines scolaires auxquelles s’ajoutent celles effectuées pendant les vacances scolaires. Attention, les jours fériés ne sont pas comptabilisés comme du temps de travail effectif.

La durée hebdomadaire de travail s’établit de la façon suivante :

Durée hebdomadaire de travail = Temps de travail effectif annuel x 35/1 600

A ce temps de travail, il faut ajouter la journée de solidarité (proratisée pour les agents à temps non-complet => (durée hebdomadaire de travail x 7) / 35).

1. Exemple de calcul sur la base de 36 semaines scolaires (calcul sur 35 semaines réalisé sur l’année civile)

Un agent travaille 9 heures par jour pendant les semaines scolaires et ne travaille pas pendant les vacances scolaires. L’annualisation du temps de travail s’effectue de la façon suivante :

Durée hebdomadaire de travail pendant les semaines scolaires : 9 h x 4 jours = 36 heures

Durée de travail totale pendant les semaines scolaires : 36 h x 35 semaines = 1260 heures

Base de rémunération : (1260 x 35) / 1600 = 27,56 heures

Journée de solidarité : 27,56 x 7/35 = 5,50 heures

L’agent doit ainsi accomplir 5h30min non rémunérées au titre de la journée de solidarité.

Le temps de travail effectif pendant les semaines d’école est de 36 heures, le temps de travail annualisé et la rémunération seront fixés à 27h56 mn ou 27,56/35ème par semaine tout au long de l’année + 5h30 mn de travail à effectuer au titre de la journée de solidarité.

* Si l’agent travaille le mercredi et/ou pendant les vacances scolaires il convient de calculer le nombre d’heures de travail effectif réalisé et de l’ajouter au temps effectué pendant le temps scolaire.

Exemple : l’agent effectue 9h /jour d’école + 2 heures les mercredis des semaines scolaires et 90 heures hors temps scolaire

Temps effectué les jours d’école : 1 260 heures

Temps effectué les mercredis : 2x36 = 72 heures

Temps effectué hors semaines scolaires : 90 heures

Total 1 422 heures

Base de rémunération : (1 422 x 35) / 1600 = 31,11 heures

Journée de solidarité : 31,11 x 7/35 = 6,22 heures

L’agent doit ainsi accomplir 6h13 mn non rémunérées au titre de la journée de solidarité.

Le temps de travail effectif pendant les semaines scolaires est de 38 heures et hors temps scolaire de 90 heures, le temps de travail annualisé et la rémunération seront fixés à 31,11 heures par semaine tout au long de l’année + 6h13 mn de travail à effectuer au titre de la journée de solidarité.

**Article 5 : Journée de solidarité**

La journée de solidarité dans la fonction publique se traduit par une journée supplémentaire de travail non rémunérée. Elle peut être accomplie selon l'une des modalités suivantes :

* Le travail d’un jour férié précédemment chômé autre que le 1er mai ;
* Le travail d’un jour de réduction du temps de travail tel que prévu par les règles en vigueur ;
* Un jour ouvrable non habituellement travaillé dans la collectivité ;
* La répartition du nombre d’heures dues sur plusieurs journées ou réalisé par les agents tout au long de l’année civile ;
* Toute autre modalité permettant le travail de sept heures précédemment non travaillées, à l’exclusion des jours de congé annuel.

Pour les agents travaillant à temps partiel, à temps non complet ou incomplet, les 7 heures de cette journée sont réduites en proportion de leur durée de travail.

**Article 6 : Autorisation spéciales d’absence**

Les autorisations spéciales d’absence (A.S.A) permettent à l’agent de s’absenter de son service alors qu’il aurait dû exercer ses fonctions, lorsque les circonstances le justifient. Certaines autorisations spéciales d’absence sont prévues par la loi ou le règlement. Elles peuvent être de droit ou accordées sous réserve des nécessités de service.

Elles sont définies par et adoptées par le Comité Technique du Centre de Gestion de la Sarthe dans sa séance du 29 mai 2018. (jointes en annexe)

**Article 7 : Congés Annuels, jours de fractionnement**

Les congés annuels sont pour une année de service accompli, du 1er janvier au 31 décembre, d'une durée égale à 5 fois le nombre de jours travaillés par semaine.

Des jours de fractionnement sont accordés si des jours de congés annuels sont pris en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre : 1 jour pour 5/6/7 jours pris,

2 jours pour 8 jours ou plus.

Les congés annuels ne peuvent pas être reportés d'une année sur l'autre, sauf autorisation exceptionnelle de l'administration employeur (nécessité de service par exemple).

Toutefois, les congés annuels non pris en raison de congés de maladie ou accident de service peuvent être reportés d'une année sur l'autre. Ce report est limité à 4 semaines de congés sur une période de 15 mois maximum. Ainsi, les congés non pris de l'année N peuvent être reportés jusqu'au 31 mars de l'année N + 2. S'ils ne sont pas pris au cours de cette période de 15 mois (notamment du fait d'une prolongation du congé de maladie de l'agent), ils sont perdus et ne peuvent pas donner lieu à indemnisation.

Les congés non pris au cours d'une année peuvent alimenter un compte épargne-temps (CET) sur demande de l’agent et sous réserve de la possibilité de l’ouvrir (un stagiaire ne peut ouvrir un CET).

Un congé non pris ne donne pas lieu à indemnité compensatrice.

**Article 8 : Date d’effet**

Les dispositions de la présente délibération entreront en vigueur à partir du 1er décembre 2022.

**Après en avoir délibéré, l’organe délibérant :**

**DECIDE à l’unanimité :**

* La suppression de tous les jours de congés non prévus par le cadre légal et réglementaire, afin de garantir le respect de la durée légale du temps de travail qui est fixée à 1607 heures, dans les conditions rappelées ci-avant.
* Dans le respect de la durée légale de temps de travail, les services suivants sont soumis aux cycles de travail suivant :

Liste des services concernés et le cycle de travail correspondant :

Service administratif :

Cycle hebdomadaire : 35h semaine du lundi au samedi, entre 8h et 17h30 (12h le samedi), pause minimale de 45 minutes entre 12h et 13h30.

Agence Postale :

Cycle hebdomadaire : 17h30 semaine du mardi au samedi, entre 8h30 et 12h.

Service technique :

Cycle hebdomadaire : 39h par semaine ouvrant droit à 23 jours de RTT par an ; du lundi au vendredi de 8h à 12h et de 13h30 à 17h30 (16h30 le vendredi).

Autres services :

Agents à temps non complet et annualisés :

* ATSEM : 41h semaine maximum du lundi au vendredi entre 8h et 18h30 avec une pause méridienne de 1h, suivant les fiches de poste des agents.
* Périscolaire : 44h semaine sur 10 semaines non consécutives et 37h semaine du lundi au vendredi entre 8h et 18h30 avec une pause méridienne de 1h après 13h30, suivant les fiches de poste des agents.
* Restauration : 40h semaine maximum du lundi au vendredi entre 7h30 et 16h30 avec une pause méridienne de 11h à 11h30 sur le temps de travail, suivant les fiches de poste des agents.
* Entretien : 27h semaine maximum du lundi au vendredi entre 8h30 et 19h30 avec une pause méridienne de 1h minimale, suivant les fiches de poste des agents.

Certains agents peuvent être amenés à travailler les samedi, dimanche et en soirée. A ce titre, les samedis matin travaillés seront intégralement récupérés dans les 2 semaines précédentes ou suivantes. Les heures supplémentaires effectuées le week-end ou le soir seront récupérées ou indemnisées selon la réglementation en vigueur.

Les emplois dont les missions impliquent la réalisation effective d’heures supplémentaires sont :

- le personnel administratif,

- le personnel technique,

- le personnel d’entretien.

* La fixation des horaires de travail des agents relève de la compétence du Maire,dans le respect des cycles définis par la présente délibération.
* Les jours de RTT ne sont pas juridiquement des congés annuels, et ne sont donc pas soumis aux règles définies notamment par le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux.

Ces jours de RTT peuvent être pris, sous réserve des nécessités de service :

-de manière groupée (plusieurs jours consécutifs) ;

-sous la forme de jours isolés ;

-ou encore sous la forme de demi-journées.

Les jours de RTT non pris au titre d’une année ne peuvent être reportés sur l’année suivante. Ils peuvent, le cas échéant, être déposés sur le compte épargne temps.

En cas d’absence de l’agent entrainant une réduction des jours RTT, ces jours seront défalqués au terme de l’année civile de référence. Dans l’hypothèse où le nombre de jours RTT à défalquer serait supérieur au nombre de jours RTT accordés au titre de l’année civile, la déduction s’effectuera sur l’année N+1.

En cas de mobilité, un solde de tout compte doit être communiqué à l’agent concerné.

(Une fiche de demande d’heures effectués par l’agent lui sera remise afin d’assurer un suivi précis des heures).

Un planning à l’année sera remis à l’agent, qui distinguera les temps travaillés, les temps de repos compensateurs et les congés annuels. En effet, en cas de maladie, seuls les congés annuels sont reportés de plein droit.

*- Une fiche de demande d’heures effectués par l’agent lui sera remise afin d’assurer un suivi précis des heures.*

*- Une fiche de demande de RTT par l’agent lui sera remise afin d’assurer le décompte des jours alloués.*

*- Une fiche de demande de Congés Annuels par l’agent lui sera remise afin d’assurer le décompte des jours.*

*- Une fiche de demande de CET par l’agent lui sera remise afin d’assurer le décompte des jours*

1. **Délibération N° DEL-22-061 Assurance Statutaire**

Le Maire informe le conseil municipal avoir reçu une offre d’assurance de notre assureur actuel depuis le dernier conseil municipal

Le conseil municipal a délibéré le 13 octobre :

* **Contrat ayant pour objet d’assurer les agents affiliés à la CNRACL.**

Les conditions d’assurance sont les suivantes :

* Date d’effet de l’adhésion : 1er janvier 2023
* Date d’échéance : 31 décembre 2026 (possibilité de résilier à l’échéance du 1er janvier, avec un préavis de 6 mois)
* Niveau de garantie :
* décès
* accidents de service et maladies imputables au service
* congés de longue maladie et de longue durée - sans franchise
* maternité, paternité, accueil de l’enfant et adoption - sans franchise
* maladie ordinaire avec franchise 20 jours fermes par arrêt
* Taux de cotisation : 7,61 %
* La base de l’assurance est constituée du traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension
* **Contrat a pour objet d’assurer les agents affiliés à l’IRCANTEC**

**Les conditions d’assurance sont les suivantes :**

* Date d’effet de l’adhésion : 1er janvier 2023
* Date d’échéance : 31 décembre 2026 (possibilité de résilier à l’échéance du 1er janvier, avec un préavis de 6 mois)
* Niveau de garantie :
* accidents de travail / maladie professionnelle - sans franchise
* congés de grave maladie – sans franchise
* maternité, paternité, accueil de l’enfant et adoption - sans franchise
* maladie ordinaire avec franchise 20 jours fermes par arrêt
* Taux de cotisation : 1,40 %
* La base de l’assurance est constituée du traitement indiciaire brut soumis à retenue pour pension

**Tableau comparatif des différences entre les deux assurances**

****

Après délibération, le conseil municipal **DECIDE**à l’unanimité d’annuler la délibération 2022-054 et d’accepter la proposition de SOFAXIS jointe en annexe.

Le Conseil municipal autorise le Maire à prendre et à signer les conventions en résultant et tout acte y afférent.

1. **Délibération N° DEL-22-062** **Décision Modificative 2**

Le Maire expose :

Suite à l’augmentation du point d’indice de 3.5% au 1er juillet et aux arrêts maladies longs, il convient d’affecter des crédits sur les comptes :

- 6218 autre personnel extérieur (28 mois d’arrêts) **15 000 €**

- 6455 cotisations pour assurance du personnel (actualisation bases 2021) **6 650 €**

- 6415 indemnité inflation (23 x 100) **2 300 €**

- 6411 personnel titulaire (271 544 + 113 948)/2 x 3.5% = ) **6 750 €**

pour les charges de personnel,

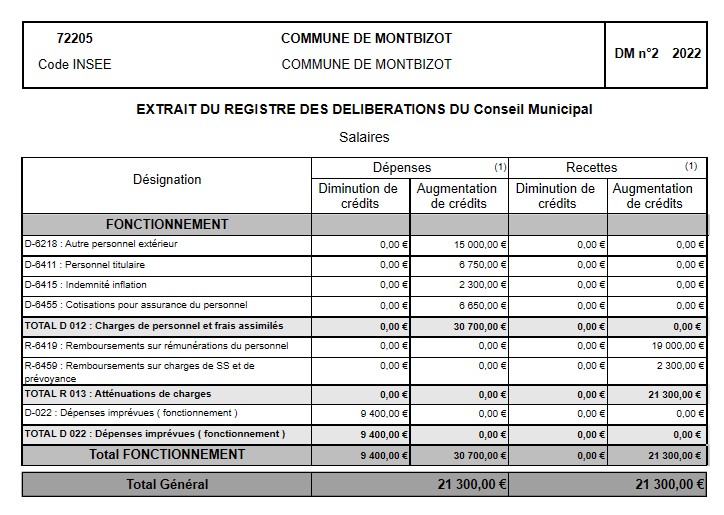
- 6459 remboursement indemnité inflation (23 x 100) **2 300 €**

- 6419 remboursement sur rémunération (1 000 cet + 15 800 CPAM + 2 200 sofaxis) **19 000 €**

pour les atténuations de charges

- 022 dépenses imprévues **-9 400 €**

pour équilibrer.



L'assemblée délibérante **approuve**à l’unanimitéla décision modificative 2

1. **Délibération N° DEL-22-063 Subvention Association**

Le Maire informe le conseil municipal de la demande de subvention de l’association encadrement et cartonnage Montbizot. Madame Gaignard se retire des débats.

La demande est de 250,00 € pour équilibrer la manifestation le théâtre de Pansay du 15 octobre 2022

Les fonds disponibles sont de 1 431,00 pour 2022

L'assemblée délibérante à l’unanimité ***:***

* d’attribuer une subvention communale de 250,00 € à l’association encadrement et cartonnage Montbizot, sous réserve de son adhésion au Contrat d’Engagement Républicain
* d’autoriser Monsieur le Maire à procéder au versement de la subvention
* de donner pouvoir à Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à cette décision.

1. **Délibération N° DEL-22-064** **Concession GRDF**

Le Conseil Municipal prend connaissance du mode de calcul concernant la redevance d’occupation du domaine public par les ouvrages de distribution de gaz naturel pour l’année 2022. La redevance est basée sur la longueur de canalisations de gaz naturel situées sous le domaine public communal, à savoir **5950 mètres (L)** avec application de la formule suivante :

Pour la redevance occupation du domaine public au titre de l’année 2022 :

- (0.035 X L+100) X CR (taux de revalorisation de la RODP tenant compte de l’évolution de l’indice ingénierie depuis la parution du décret n° 2007-606 du 25 avril 2007 soit 1.31 pour 2022).

Ce qui donne le calcul suivant :

-(0.035 X 5950 m) +100= 308.25 X 1.31 = 403.80 € (arrondi à l’euro le plus proche) soit **404 €**.

Le montant étant actualisé chaque année par le coefficient de revalorisation fournit par GRDF, il est proposé au conseil :

**Article 1** : de fixer le montant de la redevance occupation du domaine public au titre de chaque année par la formule (0.035 x L+100€) x CR où L représente la longueur des canalisations de distribution du gaz sur le domaine public communal exprimée en mètre, 100€ un terme fixe et CR le coefficient de revalorisation.

**Article 2** : que ce montant soit revalorisé chaque année :

* Sur le base de la longueur actualisée du réseau de distribution de gaz implantée sur le domaine public communal,
* Par l’application de l’index de coefficient de revalorisation de l’année

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, adopte à l’unanimité les propositions ci-dessus et autorise M. Le Maire à signer tout document administratif, comptable ou financier s’y rapportant.

1. **Délibération N° DEL-22-0****65** **TARIF 2023**

Le Maire informe le conseil municipal des propositions tarifaires 2023

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **2021** | **2022** | **2023 avec 2% ou 3,5%** | **Tarifs 2023** |
| **LOYERS** |  |  |  |  |
| évolution indice de références des loyers 2ème Trimestre | 0,42% | **3,60%** |  |  |
| **tarif au 1er décembre** |  |  |  |  |
| - loyer 8 bis rue Paillard Ducléré | 426,55 € | **441,91 €** |  |  |
| *- loyer 8 rue Paillard Ducléré fixé par bail (du 28/08/2019 au 27/06/2028)* | *390,00 €* | *390,00 €* |  | ***390,00 €*** |
| **tarif au 1er janvier** |  |  |  |  |
| -loyer 1 place de l'Eglise (logement A) | 384,63 € | 386,25 € |  | **400,16 €** |
| -loyer 1 place de l'Eglise (logement B) | 458,24 € | 460,16 € |  | **476,73 €** |
| - loyer 20 rue Paillard Ducléré | 460,64 € | 462,57 € |  | **479,22 €** |
| - loyer 29 rue Albert Lucas (gratuité accueil Ukraine) | 573,76 € | 576,17 € |  | **596,91 €** |
| **tarif révisable au 23 mai 2022** |  |  |  |  |
| *- loyer 3 rue Albert Lucas bail commercial (du23/05/2016 au 22/05/2025)* | *309,17 €* | ***320,04 €*** |  |  |
| **Provisions Charges mensuelles (Chauffage)** |  |  |  |  |
| (la régularuisation intervient en fin de saison de chauffe) |  |  |  |  |
| local commercial coiffeur |  | 25,00 € |  | 35,00 € |
| autres |  | 100,00 € |  | 110,00 € |
| **Locations Mensuelles** |  |  | **2%** |  |
| Location des garages communaux (4) |  | 35,00 € | 35,70 € | 36,00 € |
| **Locations Annuelles** |  |  | **2%** |  |
| Emplacement acquitté par les propriétaires de taxi |  | 52,00 € | 53,04 € | 53,00 € |
| Droit de place pour utilisation du domaine public par le café "Le Paradge" |  | 55,00 € | 56,10 € | 56,00 € |
| Droit de place pour utilisation du domaine public par les commerçants et artisans |  | 58,00 € | 59,16 € | 59,00 € |
| Droit de place vente ambulante (pizza, légumes, fruits…): 1 fois/semaine - sans électricité |  | 44,00 € | 44,88 € | 45,00 € |
| Droit de place vente ambulante (pizza, légumes, fruits…): 1 fois/semaine - avec électricité |  | 59,00 € | 60,18 € | 85,00 € |
| Droit de place vente ambulante (pizza, légumes, fruits…): 2 fois/semaine - sans électricité |  | a créer |  | 67,50 € |
| Droit de place vente ambulante (pizza, légumes, fruits…): 2 fois/semaine - avec électricité |  | 76,50 € | 78,03 € | 140,00 € |
| Emplacement publicitaire par m² |  | 49,00 € | 49,98 € | 50,00 € |
| **Locations Estrade** |  |  |  |  |
| 1ère location par association de la commune |  | 0,00 € |  | 0,00 € |
| Estrade livrée sans montage aux associations **de Maine Cœur Sarthe** |  | 130,00 € |  | 153,00 € |
| Estrade livrée avec montage et démontage aux associations **de Maine Cœur Sarthe** |  | 260,00 € |  | 306,00 € |
| caution |  | a créer |  | 500,00 € |
| **Locations Canoës** |  |  | **2%** |  |
| par canoë à la demi-journée |  | 10,00 € |  | 10,00 € |
| par canoë à la journée |  | 15,00 € |  | 15,00 € |
| caution par canoë |  | 500,00 € |  | 500,00 € |
| **Camping** |  |  | **2%** |  |
| Forfait journalier (2 personnes+ emplacement + électricité +véhicule) |  | 10,20 € | 10,40 € | 10,40 € |
| Adulte |  | 2,75 € | 2,81 € | 2,80 € |
| Enfant –7ans |  | 1,40 € | 1,43 € | 1,45 € |
| Emplacement |  | 1,75 € | 1,79 € | 1,80 € |
| Véhicule |  | 1,85 € | 1,89 € | 1,90 € |
| Branchement Électrique (6A) |  | 3,60 € | 3,67 € | 4,00 € |
| Garage mort |  | 4,50 € | 4,59 € | 4,60 € |
| Animal |  | 1,00 € | 1,02 € | 1,00 € |
| Douche (Seulement pour les personnes extérieures au camping) |  | 1,25 € | 1,28 € | 1,30 € |
| Borne Camping-Car |  | 3,00 € | 3,06 € | 3,00 € |
| *Taxe de séjour / personne / nuit (tarif Com Com Maine Cœur de Sarthe 2020) information* |  | *0,22 €* |  | 0,22 € |
| *Guide de randonnées Maine Cœur de Sarthe* |  | *7,00 €* |  | 7,00 € |
| **Salle Polyvalente : 100 personnes** |  |  | **2%** |  |
| Caution |  | 500,00 € |  | 500,00 € |
| Arrhes (sauf vin d'honneur) |  | 100,00 € |  | 100,00 € |
| Heure de ménage |  | 50,00 € | 51,00 € | 51,00 € |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Habitant de la Commune et Personnel Communal |  |  |  |  |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  | 86,00 € | 87,72 € | 88,00 € |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  | 262,00 € | 267,24 € | 268,00 € |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  | 353,00 € | 360,06 € | 360,00 € |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Habitant de la Commune et Personnel Communal |  |  |  |  |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  | 121,00 € | 123,42 € | 123,00 € |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  | 332,00 € | 338,64 € | 338,00 € |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  | 473,00 € | 482,46 € | 482,00 € |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Habitant hors de la Commune |  |  |  |  |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  | 116,00 € | 118,32 € | 118,00 € |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  | 332,00 € | 338,64 € | 338,00 € |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  | 472,00 € | 481,44 € | 482,00 € |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Habitant hors de la Commune |  |  |  |  |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  | 151,00 € | 154,02 € | 153,00 € |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  | 402,00 € | 410,04 € | 410,00 € |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  | 573,00 € | 584,46 € | 584,00 € |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Association de la Commune |  |  |  |  |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, buffet) |  | 90,00 € | 91,80 € | 92,00 € |
| ~~Réunion gratuite (Galettes, syndicats, réunions politiques)~~ |  | ~~10,00 €~~ | supprimé | supprimé |
| 1er repas ou soirée payante de l'année, arbres de Noël école (1 salle/an) |  | 0,00 € | - € | - € |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Association de la Commune |  |  |  |  |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, buffet) |  | 125,00 € | 127,50 € | 128,00 € |
| ~~Réunion gratuite (Galettes, syndicats, réunions politiques)~~ |  | ~~45,00 €~~ | supprimé | supprimé |
| 1er repas ou soirée payante de l'année, arbres de Noël école (1 salle/an) |  | 0,00 € | - € | - € |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Association hors de la Commune |  |  |  |  |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, buffet) |  | 120,00 € | 122,40 € | 122,00 € |
| ~~Réunion gratuite (Galettes, syndicats, réunions politiques)~~ |  | ~~15,00 €~~ | supprimé | supprimé |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Association hors de la Commune |  |  |  |  |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, buffet) |  | 155,00 € | 158,10 € | 158,00 € |
| ~~Réunion gratuite (Galettes, syndicats, réunions politiques)~~ |  | ~~50,00 €~~ | supprimé | supprimé |
| **Salle du Pont d'Orne : 50 personnes** |  |  | **2%** |  |
| Caution |  | 500,00 € |  | 500,00 € |
| Arrhes (sauf vin d'honneur) |  | 100,00 € |  | 100,00 € |
| Heure de ménage |  | 50,00 € |  | 51,00 € |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Habitant de la Commune et Personnel Communal |  |  |  |  |
| Sépultures (pas de prêt de vaiselle) **2h maximum** |  | 15,00 € | 15,30 € | 35,00 € |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  | 86,00 € | 87,72 € | 88,00 € |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  | 167,00 € | 170,34 € | 170,00 € |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  | 267,00 € | 272,34 € | 272,00 € |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Habitant de la Commune et Personnel Communal |  |  |  |  |
| Sépultures (pas de prêt de vaiselle) **2h maximum** |  | 50,00 € | 51,00 € | 65,00 € |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  | 121,00 € | 123,42 € | 118,00 € |
| Location 1 journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  | 237,00 € | 241,74 € | 240,00 € |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  | 337,00 € | 343,74 € | 344,00 € |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Habitant hors de la Commune |  |  |  |  |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  | 107,00 € | 109,14 € | 118,00 € |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  | 198,00 € | 201,96 € | 200,00 € |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  | 330,00 € | 336,60 € | 337,00 € |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Habitant hors de la Commune |  |  |  |  |
| Vin d’honneur (seuls les verres sont prêtés) **4h maximum** |  | 142,00 € | 144,84 € | 148,00 € |
| Location journée hors week-end et jour férié (9h au lendemain 8h) |  | 268,00 € | 273,36 € | 270,00 € |
| Location Week-end et jour férié (9h au lendemain 22h) |  | 400,00 € | 408,00 € | 408,00 € |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Association de la Commune |  |  |  |  |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, buffet) |  | a créer |  | 90,00 € |
| 1er repas ou soirée payante de l'année, arbres de Noël école (1 salle/an) |  | 0,00 € |  | - € |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Association de la Commune |  |  |  |  |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, buffet) |  | a créer |  | 120,00 € |
| 1er repas ou soirée payante de l'année, arbres de Noël école (1 salle/an) |  | 0,00 € |  | - € |
| Tarif été du 16/04 au 15/10, Association hors de la Commune |  |  |  |  |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, buffet) |  | a créer |  | 120,00 € |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04, Association hors de la Commune |  |  |  |  |
| Soirée (Concours de cartes, soirée théâtre, concert Repas, buffet) |  | a créer |  | 150,00 € |
|  |  |  |  |  |
| **REPROGRAPHIE** |  |  |  |  |
| tarif recto par format A4 noir et blanc |  | a créer | 0,18 € | 0,18 € |
| tarif recto par format A4 couleur |  | a créer | 0,50 € | 0,50 € |
| tarif par CD |  | a créer | 2,75 € | 2,75 € |
|  |  |  |  |  |
| **ALSH** |  |  | **3,5%** |  |
| tarif par heure QF de 0 à 700 |  | 1,30 € | 1,35 € | 1,35 € |
| tarif par heure QF de 701 à 1 300 |  | 1,60 € | 1,66 € | 1,66 € |
| tarif par heure QF de 1301 et plus, non renseigné |  | 1,95 € | 2,02 € | 2,02 € |
|  |  |  |  |  |
| **CIMETIERE** |  |  | **2,0%** |  |
| concession 15 ans (2,50 m²) |  | a créer |  | 250,00 € |
| Concession Trentenaire (2,50m²) |  | 250 € | 255,00 € | 350,00 € |
| Concession Cinquantenaire (2,50m²) |  | 350 € | supprimé | supprimé |
| Cavurne (15 ans) |  | a créer |  | 200,00 € |
| Cavurne (30 ans) |  | 250 € | 255,00 € | 300,00 € |
| Columbarium (15 ans) |  | 275 € | 280,50 € | 300,00 € |
|  |  |  |  |  |
| **MISE A DISPOSITION PERSONNEL ET MATERIEL AU COLLECTIVITES TERRITORIALES ET EPCI** |  |  | **3,5%** |  |
| 1 Heure |  | 49,00 € | 50,72 € | 51,00 € |
|  |  |  |  |  |
| **MISE A DISPOSITION PERSONNEL ET MATERIEL A LA MAISON DES PROJETS** |  |  |  |  |
| **Frais d'entretion utilisation accueil périscolaire** |  |  | **3,5%** |  |
| Tarif été du 16/04 au 15/10 |  |  |  |  |
| mercredi en semaine scolaire |  | 52 € | 53,82 € | 53,00 € |
| semaine en vacances scolaires (proratisé en fonction du nombre de jours utilisés) |  | 260 € | 269,10 € | 269,00 € |
| Tarif hiver du 16/10 au 15/04 |  |  |  |  |
| mercredi en semaine scolaire |  | 63 € | 65,21 € | 65,00 € |
| semaine en vacances scolaires (proratisé en fonction du nombre de jours utilisés) |  | 311 € | 321,89 € | 322,00 € |
| **Location salle du Pont d'Orne (du lundi matin au vendredi soir)** |  |  | **2%** |  |
| semaine petites vacances scolaires |  | 415,00 € | 423,30 € | 423,00 € |
| semaines de Juillet (les 4) |  | 1 655,00 € | 1 688,10 € | 1 690,00 € |
| semaine d'août |  | 415,00 € | 423,30 € | 423,00 € |

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité sauf pour les tarifs ALSH (16 pours, 2 abstentions) et pour les tarifs Maison Des Projets (retrait de madame Guyon, 16 pours), d’appliquer les tarifs précédents pour 2023

1. **Délibération N° DEL-22-****066 PLU de la Guierche**

Le Maire informe le conseil municipal du projet de modification simplifiée numéro 3 du plan local d’urbanisme de la Guierche.

Le projet porte sur différent ajustements du règlement du PLU :

* l’implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques en zone UA, UB, UL, UE et UZ ;
* l’implantation des constructions par rapport aux limites séparatives en zones UA, Ub, UL et UE ;
* l’aspect extérieur des toitures pour l’ensemble des zones du PLU de la commune ;
* l’implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques.

Le dossier est consultable à la mairie de la Guierche du 7 novembre au 7 décembre 2022 inclus.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, donne un avis favorable à l’unanimité.

1. **Délibération N° DEL-22-067 Achat parcelle AC 483**

Le Maire informe le conseil municipal de l’estimation de la parcelle AC483 par les domaines le 20 octobre 2022 :

35 € le m² soit pour 331 m² 11 585 €.



Une rencontre a été réalisée et une contre-offre à 15 000 € a été proposée

Monsieur le Maire propose l’acquisition de la parcelle AC 483 d’une superficie de 331 m² au prix de 15 000 € net vendeur. Les frais d’actes seront à la charge de la commune.

Après avoir entendu cet exposé, le conseil municipal à l’unanimité :

- décide d’acheter la parcelle AC 483 au prix de 15 000 € net vendeur

- accepte de prendre les frais d’actes à sa charge

- autorise M. le Maire à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

1. **Projet ESTIM au « Grand Champ »**

Le Maire informe le conseil municipal du projet ESTIM au « Grand Champ » sur le Potager pédagogique.

Il est proposé une table ronde avec ESTIM, la Communauté de Communes Maine Cœur de Sarthe, La Maison Des Projets.

Départ de Madame EVRARD

1. **Délibération N° DEL-22-068** **Longueur de Voirie : route des Conillères**

Le Maire informe le conseil municipal du classement de la route des Conillères en route rurale.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité le classement de la route des Conillères de 880 m en voie communale.

1. **Délibération N° DEL-22-069** **Numérotation Lotissement Grand Champ**

Le Maire informe le conseil municipal que suite à des modifications du projet « le Grand Champ » la délibération 2019-030 du 28 mai 2019 sur la dénomination et la numérotation des voies Lotissement Grand Champ est à modifier :

-La dénomination des voies est conservée

-La numérotation sur le plan annexé est annulée, elle sera prise par arrêté suite à cette délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité la modification de la délibération 2019-030 sur la dénomination et la numérotation des voies Lotissement Grand Champ.

1. **DIVERS**

* Loyer 8 rue Paillard Ducléré : maintien du loyer suite à la demande d’aide de Madame JURE Marine,
* Point Economie d’Energie :
  + Fermeture de la salle du Pont d’Orne pendant la période de chauffage avec un transfert des activités sur d’autres salles,
  + Reduction du chauffage de la MJC
  + Recherche de nouvelles économies
  + Article dans le bulletin
* Point communautaire : loi artificialisation en 2050
  + 0 artificialisation à partir de 2050
  + Limitation jusqu’en 2030
  + Discussion d’un PLUI pour une uniformisation sur le territoire
* Point Commissions :
  + Environnement : budget ordures ménagères déficitaire
  + Conseil Municipal Enfants : présentation de leur projet le 13 décembre à 20h, participation au 11 novembre, besoin d’aide technique avec Monsieur GARNIER
* Informations :
  + Ombrières : **Délibération N° DEL-22-070**

Monsieur le Maire informe le conseil municipal que pour l’installation des ombrières, il faut lancer un appel à manifestation d’intérêt concurrent suite à la manifestation d’intérêt spontanée de LE MANS SUN au sein d’un journal d’annonces légales avant de pouvoir délibérer.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l’unanimité la publication de l’appel

* + Contrat enfance jeunesse CAF : pour le renouvellement de 2023 nécessité de rejoindre celui de la Communauté Maine Cœur de Sarthe, une réunion est prévu le 6 décembre
* Calendrier des prochains conseils et commissions.

Dates à retenir :

26 novembre 1 arbre / 1 naissance

1 décembre DOB

13 décembre Conseil Municipal budget 2023 à 20h

18 décembre Concert Eglise

2023

14 janvier Vœux du Maire

9-10 avril peintre dans le bocage

17 juin fête de la musique

13 juillet feu d’artifice

16-17 septembre journées du patrimoine

23 septembre journée citoyenne

17 décembre chants de noël

* Tour de table :
  + Réunion à prévoir pour coordonner le projet du parc Grand Champ et du projet de la base de loisirs
  + Balayage 2023 : sans évacuation le mercredi 1fois/mois avec Ledru
  + Projet de schéma directeur sur les eaux de pluie
  + Interrogation sur le démarrage des conseils municipaux à 20h
  + Ombrières : penser à la récupération des eaux
  + Stationnement : situation dangereuse rue du Rocher
  + Création syndicat Sarthe-Amont : Monsieur BESNIER vice-président

Fin de séance : 23h35

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Alain BESNIER | Laurent CAURET  (Procuration à B GAIGNARD) | Brigitte GAIGNARD |
| Daniel ALAIN | Stéphanie GUYON | Éric VÉRITÉ |
| Alice JEANNE | Dominique ANDRÉ | Eugène BESNARD |
| Laurent BOBOUL | Caroline ÉVRARD | Pascale LERAY |
| José SAMPAIO-COELHO | Stéphanie CANTIN  (Procuration à Aurélie JAMIN) | Béatrice OLIVIER  (Procuration à Stéphanie GUYON) |
| Richard MAREAU  (Procuration à Laurent BOBOUL)  Cécile GRUDÉ  (Excusée) | Yohann PIERRE  (Procuration à Dominique ANDRÉ) | Aurélie JAMIN |